

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ON S'ABONNE A PARIS, RUE BERGÈRE, N° 8.

JOURNAL QUOTIDIEN.

SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA RÉDACTION,

Rue Bergère, n° 8.

Annonces, 50 cent. la ligne.

	Un an.	Six mois.	Trois mois.
Paris.....	30 fr.	16 fr.	9 fr.
Départements.....	36 »	19 »	11 »
Étranger.....	42 »	23 »	13 »



Liberté. — Égalité. — Fraternité. — Justice. — Économie. — Ordre.

Le journal LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE paraît à 4 heures du soir, et donne, AVANT TOUS LES AUTRES JOURNAUX :

- 1° Les dernières nouvelles des départements et de l'étranger, arrivées à Paris le matin;
- 2° Les publications du Gouvernement provisoire et les nouvelles de Paris du jour même ;
- 3° La revue des journaux de Paris du matin;
- 4° Les derniers cours des bourses de l'étranger, et ceux de la bourse de Paris.

IL DONNE EN OUTRE :

- 5° Des nouvelles spéciales relatives aux chemins de fer, à leur mouvement et à leurs recettes;
- 6° Des feuilletons scientifiques et littéraires ; des critiques des théâtres, le lendemain même des premières représentations, et des courriers de Paris;
- 7° Des annonces et programmes détaillés des spectacles, etc., etc.

Paris, 6 Mars.

APPEL AUX ÉLECTEURS.

Le jour où la France va nommer ses représentants, c'est-à-dire où elle va décider de son sort, n'est pas éloigné. Que les citoyens électeurs se préparent donc par la réflexion à cet acte qui doit exercer une si grande influence sur les destinées de la République.

Il ne s'agit plus cette fois de votes achetés avec de l'argent, des places ou des promesses.

Tout Français âgé de vingt et un an est électeur ; or, le moyen d'acheter quarante ou cinquante mille voix ? Les électeurs eux-mêmes n'ont pas à craindre de la part des candidats qui brigueront leurs suffrages quelque arrière-pensée de lucre : il n'y aura plus ni corrupteurs, ni corrompus. Les emplois et les charges de l'État seront fermés aux représentants du peuple, et durant les sessions il leur sera alloué par la nation une indemnité qui leur permettra de se livrer aux travaux législatifs sans avoir à se préoccuper des besoins de la vie.

Le danger n'est donc pas dans la corruption, mais il est ailleurs, et nous allons le signaler.

Dans les temps difficiles, il est à la fois sage et nécessaire de rechercher le mérite. Si vous le délaissez, soyez certains qu'il tournera contre vous ; irrité par le ressentiment de votre injustice, il suscitera des troubles et fomentera des discordes ; il deviendra le bouc émissaire des mécontents et trouvera des partisans.

Nous ne craignons pas que les villes se trompent dans leur choix, elles donneront leurs suffrages au talent ; mais il est douteux que les campagnes, moins éclairées, suivent cet exemple. Éloignées du grand foyer des idées, la tourmente révolutionnaire arrive à leurs oreilles comme un bruit vague, inarticulé, dont le sens leur échappe. Elles s'en effraient sans trop le comprendre. Par ces motifs, il est à craindre que le peuple des campagnes, peuple défiant, soupçonneux, très-attaché au sol, ne se rallie autour des grands propriétaires et n'en encombre l'Assemblée nationale. Nous aurions alors une chambre des représentants composée en majeure partie d'anciens conservateurs, de ventrus du centre, de lourds engraisseurs et de gros négociants. Il en résulterait un empatement déplorable dans la manutention des lois. Que les citoyens des campagnes se défient donc de cette tactique dont, en définitive, il ne sortirait rien de bon ni pour eux en particulier, ni pour la nation en général. Les intérêts de clocher sont morts le 24 juillet 1848 à deux heures après-midi. Il faut maintenant que la République marche, lestée et virile, à son but.

Cherchez donc le mérite partout où vous le trouverez, sous quelque habit qu'il se cache. C'est

lui qui nous mènera au bonheur social. Ne tenez compte ni de la position ni de la fortune des candidats. Sous le Gouvernement républicain, la pauvreté doit être en honneur !

Électeurs des villes et des campagnes, il est pourtant une chose que vous devez préférer au talent, si le talent s'offre à vous dénué des vertus civiques, — c'est la probité politique et individuelle. Il ne manquera pas d'hommes de talent qui viendront s'offrir à vos suffrages ; mais, il faut le dire, il est parmi ces intelligences d'élite des fronts marqués depuis longtemps du stigmate de la réprobation publique. Il est des menteurs, des charlatans, des voleurs, des courtisans travestis en républicains, de beaux diseurs pourris jusqu'au cœur, des flatteurs de tous les régimes, des exploitateurs de tout événement nouveau. Vous qui vivez loin du foyer central, informez-vous bien, serutez profondément le passé de ces existences douteuses, et si l'homme ne sort pas lumineux et pur de ce crible moral, éloignez, éloignez de vous l'odieux trafiquant ! Songez-y donc ! si vous alliez confier à cet escroc politique une partie des destinées de la République française, une partie de votre propre destinée !

A ceux-là, préférez, préférez mille fois le citoyen modeste et probe, dont le bon sens et les simples qualités peuvent être insuffisants aux travaux parlementaires, mais ne sauraient jeter la honte sur une assemblée qui doit être la réunion de tous les courages, de tous les talents, de toutes les vertus de la France !

Un dernier mot : le Gouvernement provisoire, en admettant à l'électorat tous les citoyens âgés de vingt et un ans, a fait acte de justice et de libéralité. Mais pourquoi donc a-t-il fixé l'âge de vingt-cinq ans pour l'éligibilité ? A quoi bon cette restriction ? Ne serait-ce point une concession à ce préjugé essentiellement français, que les hommes ne sont aptes à la politique que dans l'âge mûr ? — C'est une erreur qu'il importe de détruire.

A Rome, les magistratures se conféraient sans égard à l'âge. En effet, c'est le mérite seul qu'il importe de considérer. Valérius Corvinus fut consul à vingt-trois ans ; Scipion et Pompée reçurent tout jeunes les honneurs du triomphe ; chez les modernes, Charles Fox était lord de l'amirauté à vingt et un ans ; Pitt, premier ministre à vingt-quatre ; dès sa vingt et unième année, Canning siégeait au Parlement ; enfin, Robert Peel, à vingt-deux ans, remplissait les fonctions de sous-secrétaire d'Etat de l'Irlande.

Nous pourrions citer encore bien d'autres exemples qui prouveraient l'inutilité de la restriction d'âge en matière d'éligibilité. Dès le moment où la question de naissance et de fortune était résolue, celle de l'âge ne devait-elle pas l'être aussi ? Pourquoi la République se priverait-elle du mérite, du courage et du talent âgés de moins de vingt ans, à l'heure même où elle a besoin de tous les mérites, de tous les talents, de tous les courages ? — Il fallait, ce nous semble, s'en rapporter au bon sens des électeurs. Il n'y avait pas lieu de craindre que la France se fit représenter par des collégiens.

Électeurs, ne l'oubliez donc point ! ce n'est ni à la caducité, ni à la fortune, ni à la naissance, ni aux charlatans que vous devez vos suffrages ; c'est à la probité, au courage, à l'activité, au talent, en un mot, à ceux des candidats qui vous paraissent le mieux doués des vertus civiques nécessaires à ceux qui aspirent à représenter le peuple français !

M. Goudchaux, ministre des finances, vient, dit-on, de donner sa démission. Il est remplacé par M. Garnier-Pagès.

Le Gouvernement provisoire vient de décréter la fondation d'un comptoir d'escompte, ou dotation du petit commerce. Les fonds de ce comptoir seront fournis en partie par des particuliers, en partie par le Gouvernement. Nous craignons qu'un tel établissement ne réponde que bien imparfaitement aux besoins du commerce. Le Gouvernement fait pour le commerce ce qu'il a fait pour le travail agricole et industriel : il intervient, il réglemente ; à notre avis, il rendrait service au commerce aussi bien qu'aux autres branches de travail en supprimant les réglementations déjà existantes au lieu d'en augmenter le nombre. Dans ce moment, par exemple, où le crédit se resserre, où les escomptes sont difficiles, ne préserverait-on pas le commerce et l'industrie d'une crise imminente si l'on mettait fin une bonne fois aux privilèges des banques ? Si l'on décrétait la liberté pleine et absolue de ce commerce comme de tous les autres ? Nous savons bien que l'expérience serait hardie ; mais, dans les moments difficiles, les expériences hardies seules réussissent. Que faut-il en ce moment au commerce ? des escomptes faciles et à bon marché. Or, comme le prix de toute chose, le prix de l'escompte dépend de la concurrence. Plus il y a de concurrence entre les banques, plus les escomptes sont faciles et à bon marché. Cela est de toute évidence. Aujourd'hui la concurrence n'existe pas en fait ; grâce à son privilège, la Banque de France éloigne toute rivalité sérieuse. Qui pourrait, en effet, lutter contre un établissement qui possède le droit de battre monnaie avec du papier ? Que le Gouvernement provisoire ait le courage de mettre fin à ce monopole abusif, qu'il cesse de soumettre les banques au régime réglementaire, qu'il autorise la première association venue à faire l'escompte contre des billets payables à vue, et surtout qu'il évite de subventionner aucun établissement particulier d'escompte, et nous avons la ferme conviction que le commerce ne tardera pas à trouver les capitaux qui lui manquent et à reprendre toute son activité.

C'est un terrible journal que *la Presse* : hier il gourmandait le gouvernement monarchique, quoiqu'il se déclarât conservateur et dynastique, tout ce qu'il y a de plus conservateur et tout ce qu'il y a de plus dynastique ; aujourd'hui il gourmande le gouvernement provisoire de la République, quoiqu'il se déclare républicain, tout ce qu'il y a de plus républicain. Ah ! c'est qu'il n'est pas facile de contenter *la Presse* ! Selon *la Presse*, le Gouvernement provisoire est décidément composé d'impuissants : c'est son mot. Et notre journal conservateur de la République de formuler la longue série de ses griefs. 1° Le Gouvernement provisoire a destitué quelques fonctionnaires qui lui étaient ouvertement hostiles : impuissance ! Le Gouvernement provisoire a changé le nom de la rue Rambuteau : impuissance ! Le Gouvernement provisoire a attendu huit grands jours pour formuler le décret relatif à la convocation de l'Assemblée nationale : impuissance, impuissance notoire ! *La Presse* ne demande que trois heures pour formuler la première loi électorale venue, aristocratique ou démocratique, au choix. Le Gouvernement provisoire, accusé d'affaires, n'a pu adresser qu'au bout de huit jours son manifeste à l'Europe : impuissance ! Montre en main, il n'aurait pas fallu plus de dix minutes à *la Presse*, qui fait une constitution en trois heures, pour rédiger le manifeste de M. Lamartine. Le Gouvernement provisoire n'a pas résolu la question de l'organisation du travail, sur laquelle on discute depuis dix ans : impuissance ! Impuissance toujours ! Impuissance irrémédiable !

Nous ne sommes pas à bout de l'acte d'accusation lancé par *la Presse* contre le Gouvernement provisoire, mais à quoi bon poursuivre ! Nous nous serions abstenus même d'en rien dire si beaucoup de gens ne considéraient cette tactique de *la Presse* comme le prodige de l'habileté. Voilà un journal plein d'idées, entendons-nous dire de toutes parts, voilà un journal qui organiserait admirablement la République si on laissait faire ; un journal qui sur toutes questions a une opinion nette, tranchée, pratique.

Oui, sans doute, ô braves et dignes gens, *la Presse* a une opinion nette et tranchée sur toutes questions, mais quelle opinion ? Seriez-vous bien satisfaits, nous vous le demandons, de la loi électorale que *la Presse* vous a l'autre jour bâclée en trois heures ? Seriez-vous

bien satisfaits du manifeste que *la Presse* aurait pu écrire au lieu et place M. de Lamartine ? Seriez-vous bien satisfaits encore du décret que *la Presse*, qui hier encore défendait le régime de l'esclavage, aurait pu rendre au sujet de l'abolition de l'esclavage ? Seriez-vous bien satisfaits enfin de l'organisation du travail que le rédacteur de *la Presse*, esprit réglementaire par excellence, pourrait vous donner sous un régime de liberté ? O braves et dignes admirateurs de *la Presse*, défiez-vous donc un peu plus de toutes ces belles solutions improvisées. Il y a des gens qui improvisent la politique comme d'autres improvisent des tragédies ou des poèmes épiques. C'est éblouissant, c'est merveilleux comme un tour de prestidigitation ; mais qu'en reste-t-il ? M. Eug. de Pradel a improvisé trois cents tragédies ? Qui se souvient des trois cents tragédies de M. Eug. de Pradel ? *La Presse* a bien écrit trois à quatre mille articles organisateurs. Qui se souviendra demain des articles de *la Presse* ? Les impuissants ne sont pas toujours ceux qui ne se démentent pas assez ; les impuissants sont quelquefois ceux qui se démentent trop.

Nous publions plus loin le décret de convocation de l'Assemblée nationale. Nos vœux, et, nous pouvons l'affirmer aussi, les vœux de l'immense majorité des Français ont été écoutés : le Gouvernement provisoire a adopté pour base du système d'élection le suffrage universel à un seul degré. Nous aurons donc enfin une Assemblée véritablement nationale, une Assemblée qui émanera immédiatement, directement de la masse du peuple, qui représentera les intérêts et les besoins de tous. Nous félicitons le Gouvernement provisoire d'avoir répondu d'une manière si sage et si complète au vœu public.

Une seule disposition du décret du Gouvernement provisoire nous paraît donner prise à la critique. Une condition d'âge est exigée pour l'éligibilité. Nul ne pourra être député avant l'âge de vingt-cinq ans. A quoi bon, nous le demandons, cette disposition restrictive ? N'est-ce pas aux électeurs de prononcer sur la capacité, sur l'aptitude politique des candidats ? Or, si un homme donne avant vingt-cinq ans des garanties suffisantes de capacité, pourquoi l'interdire aux électeurs de l'envoyer à l'Assemblée ? Poser des conditions à l'éligibilité, n'est-ce pas porter atteinte à la souveraineté des électeurs ? Dirait-on que la capacité politique ne se développe point avant vingt-cinq ans ? En thèse générale, oui, mais n'y a-t-il pas des exceptions, et des exceptions illustres ? Napoléon, Hoche, Marceau ont-ils attendu les années pour glorifier leurs noms sur les champs de bataille ? Et ces hommes qui, à vingt-quatre ans, savaient commander une armée et repousser les ennemis de la France, ne possédaient-ils pas la capacité nécessaire pour faire partie d'une assemblée politique ? Le génie se manifeste de bonne heure ; ne le repoussez point par des lois restrictives ! Laissez au peuple électeur, au peuple souverain à juger de la capacité des candidats à la députation. Ne craignez rien, il ne vous enverra pas des enfants à la mamelle, il vous enverra des hommes.

Nous espérons que le Gouvernement provisoire effacera de son décret cette limite arbitrairement posée au libre exercice de la volonté nationale. La loi électorale sera alors certes la plus libérale et la meilleure qui pût être donnée à la France.

REVUE DES JOURNAUX.

Journal des Débats. — Le langage de M. de Lamartine a les caractères des événements qui se pressent chaque jour autour de nous, la grandeur et la confusion. La raison et la logique pourraient y relever beaucoup de faiblesses ; mais, sans abdiquer leurs droits, elles restent aujourd'hui silencieuses.

Comment pourrions-nous reprocher aux hommes d'apporter dans les paroles quelque chose de cette étrangeté que Dieu lui-même apporte dans les événements! La réalité qui a fondé sur nous n'a-t-elle pas dépassé de cent coudées toutes les bardesses de l'imagination? Il n'y a plus aujourd'hui que la langue des rêves qui puisse traduire l'histoire.

Laissons-la donc parler. Après tout, elle n'est pas sans harmonie ni sans grandeur. Il y a, dans cette déclaration des principes, des sentiments d'humanité et de justice auxquels nous rendons un hommage sincère.

La République, dans les souvenirs de la France et de l'Europe, c'est encore, au dedans la violation des libertés, au dehors la violation des nationalités, par la tyrannie. Voilà le caractère, et, disons-le, le stigmate qu'il fallait lui ôter.

Le manifeste que M. de Lamartine vient d'envoyer aux puissances étrangères a donc à nos yeux un véritable et grand mérite : c'est de protester au nom de la liberté contre la fatalité, c'est d'arracher la France nouvelle aux sanglants embrassements du passé. L'abolition de la peine de mort en matière politique et la répudiation du drapeau rouge, c'étaient des gages donnés à notre propre liberté; l'appel à la paix et à l'harmonie entre les peuples, c'est un gage donné à la liberté du monde.

De gouvernement nouveau met de son côté la justice, et c'est une grande arme. La guerre, même juste, est toujours un mal; injuste, elle est un crime; et le poids en doit retomber sur qui la commence. L'Europe doit accepter cette déclaration de paix, lors même qu'elle y serait incrédule; quels que puissent être ses doutes et ses craintes secrètes, elle serait comptable si elle allait au-devant d'une explosion que les efforts de l'humanité pourraient peut-être encore conjurer.

Le National. — Le manifeste publié par M. Lamartine se résume en deux mots : la République française est également décidée à n'entendre la guerre à personne et à l'accepter d'où qu'elle vienne. Rien ne résume mieux notre propre pensée. Dès la première heure, nous avons déclaré que la France entendait maintenir tout à la fois la paix du monde et le droit des nationalités qui veulent se reconstruire ou se développer. Il ne s'agit pas pour notre pays d'une propagande à main armée, encore moins d'une guerre de conquêtes. La seule action que nous entendions exercer en Europe est toute pacifique; mais en même temps, nous n'hésitons pas à le dire, nous avons le droit et le devoir de ne pas laisser menacer ceux d'entre les peuples qui voudraient imiter de près ou de loin notre glorieux exemple.

Les traités de 1815 sont un fait dont la politique internationale doit tenir compte; en droit ils ont cessé d'exister. Imposés par la conquête, maintenus par la lâcheté de l'ancien gouvernement, ils ne servent plus de base au droit public européen. Nous n'avons pas, d'ailleurs, pris l'initiative de leur violation. Les puissances du Nord les ont déchirés à Cracovie. Et cependant, plus prudente, plus modérée cent fois que ceux qui abusèrent de notre défaite, la République victorieuse consent à ne pas disperser du bout de son épée les derniers lambeaux des actes du congrès de Vienne. Par la seule force des choses, en vertu de la propre force du principe démocratique, l'émancipation des peuples doit s'accomplir. L'heure de la délivrance est avancée de cinquante ans; qu'elle sonne quelques mois plus tôt ou plus tard, là n'est pas la question. Ce qui importe, c'est que la nécessité de ce fait soit désormais hors de doute pour quiconque sait voir et comprendre.

Plus n'est besoin d'armées pour promener les idées de liberté par le monde. Les germes déposés au sein de l'Europe par notre première révolution, fécondés pendant de longues années de lutttes et d'oppression vont éclore. Déjà l'Italie s'est réveillée de son sommeil; l'Espagne et le Portugal s'agitent dans les douleurs de l'enfantement; la Pologne mutilée jette vers nous un regard d'espérance; la Belgique tressaille; les Etats-Unis et l'Angleterre battent des mains à l'avènement de notre jeune République.

Que peuvent les mauvais desseins des monarchies absolues contre le monde entier? La coalition du Nord est impossible. Les préjugés étroits qui séparaient naguère les nationalités se sont dissipés pendant trente-quatre ans de paix. Aujourd'hui un sentiment unanime de confiance et d'amour anime l'Europe. Sûrs de nos intentions, les peuples ne se laisseraient pas abuser par leurs rois, et l'absolutisme irrité ne trouverait plus de soldats pour une nouvelle guerre d'invasion.

En proclamant la République, nous avons proclamé la liberté universelle. Le règne de la démocratie commence : les vieux traités ne méritent pas même qu'on les rompe violemment; ils tomberont devant la volonté des peuples. Le seul ascendant de notre exemple suffit, à notre sens, pour accomplir cette œuvre de justice et de réparation. M. Lamartine a donc raison de le dire : la France n'entendra pas la guerre, et, affirmons-le hardiment, nul n'osera la lui déclarer.

La Réforme. — La République française ne peut pas et ne veut pas abdiquer son rôle dans le monde. Héritière et fille de la philosophie, chargée de constituer et d'organiser la justice, dont les principes furent proclamés par la première Révolution, elle a deux grands devoirs à remplir : il faut qu'en tout

point, et sur toute chose, elle reste fidèle au droit, à la propagande de l'égalité; il faut que partout, et toujours, l'acte et la parole soient en parfait accord.

Certes, nous n'avons ni le droit ni la volonté d'envahir les pays étrangers et de guerroyer contre les gouvernements voisins, pour arrondir de quelques millions d'arpents le domaine de la République. En dehors des nécessités absolues de la défense nationale, on ne nous verra point la baïonnette au poing et la bannière au vent, ni sur les Pyrénées, ni sur les Alpes, ni sur l'Escant, ni sur le Rhin; mais il faut que l'Europe le sache, ce respect religieux ne s'adresse qu'aux peuples eux-mêmes, faibles ou forts, et nous n'entendons point passer contrat avec les monarchies, ni pour les principes, ni pour les territoires.

La souveraineté du peuple est pour nous la seule loi de justice politique; rien ne saurait prévaloir contre ce dogme essentiel, ni la tradition, ni la conquête, ni la violence, ni les titres de domaine. Ainsi, partout où la volonté des nations pourra se produire, elle sera respectée par la France républicaine; mais, entre nous et les gouvernements despotiques, il n'y a d'autres relations possibles que les relations forcées par la nécessité des échanges.

Notre propagande doit rester libre, et nos influences comme nos idées appartiennent à toutes les grandes luttes qui s'engageront contre la servitude politique ou sociale.

Telles sont nos vues et tels sont nos devoirs; telle est aussi la politique du bon sens; car les gouvernements aujourd'hui sont des alliés moins sûrs que les peuples.

La Presse. — La réunion de l'Assemblée nationale constituante est fixée au 20 avril.

C'est beaucoup de temps perdu.

La République française a pris possession de l'Hôtel-de-Ville le 24 février; l'Assemblée nationale aurait dû se réunir le 24 mars!

Il y a un feu sacré qu'il n'est jamais prudent de laisser s'éteindre.

Le bon moyen de révolutionner les départements, c'était de convoquer sans retard tous les collèges électoraux.

Un bruit incroyable est venu jusqu'à nous : on nous assure que les suffrages seront recueillis dans chaque commune au moyen d'une boîte fermée qu'on promènerait de commune en commune. Nous savons que le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable : nous n'en persistons pas moins à ranger ce bruit au nombre des mille fables qui s'inventent chaque jour. Un tel mode d'élection enlèverait à l'élection toute indépendance, toute garantie, tout caractère politique. Il est donc impossible que le Gouvernement provisoire ait pu seulement en concevoir l'idée.

Hier, une députation des ouvriers imprimeurs sur étoffes a été reçue par le Gouvernement provisoire. L'extrait suivant de l'adresse dont elle a donné lecture, témoigne des idées d'ordre et de progrès qui animent une grande partie de nos classes ouvrières.

« Nous n'avons pas voulu suspendre nos travaux pour demander une réduction de travail; nous ne l'avons pas voulu dans l'intérêt de la société, dans l'intérêt du commerce, et dans l'intérêt de la République elle-même; nous nous étions réservé de faire nos demandes et nos réclamations plus tard.

« Nous acceptons avec reconnaissance la durée du travail fixée à dix heures par jour, par votre humanité et votre justice.

« Mais ce n'est pas le travail qui nous accable; ce qui nous tue, nous autres imprimeurs, c'est le manque de travail. Notre travail se trouve absorbé par les machines, que l'on ne veut et que l'on ne doit pas détruire; si on les détruisait, que ferait la France de sa belle industrie qui nourrit une grande partie de sa population? Elle ne pourrait plus soutenir la concurrence avec l'étranger, et se trouverait ainsi presque paralysée; et cependant ce sont les machines seules qui nous ôtent le travail.

« A Rouen, il n'y a presque plus d'imprimeurs; les rouleaux, les perrotines et les planches plates fabriquent presque toute l'impression; les ouvriers travaillent à peine cinq, six, sept et huit mois par an; et en Alsace le salaire est réduit de telle sorte qu'il est impossible aux ouvriers de se nourrir comme des hommes libres doivent l'être.

« A Lyon, à Toulouse, à Nîmes, à Avignon, nous avons des confrères qui ne sont pas plus heureux que nous; ils joignent leurs vœux aux nôtres; ils ont la conviction intime que leur prière sera entendue par des hommes qui sacrifient leur vie pour le bonheur des classes laborieuses.

« Ainsi, nous ne voulons pas briser les machines; nous désirons ardemment que le Gouvernement actuel s'occupe de l'exportation, qu'il cherche des débouchés pour notre malheureuse industrie, et qu'il se montre digne de gouverner un grand peuple tel que le peuple français, qui est appelé à servir de modèle à tous les peuples de la terre.

Au nom du Gouvernement provisoire, M. Crémieux a répondu par quelques paroles sympathiques à cette députation. Il a assuré les ouvriers de la sollicitude du Gouvernement à leur égard et a dit en terminant :

« Je vais garder cette adresse que vous venez de me présenter. Elle sera imprimée au *Moniteur* pour que tout le monde voie combien nos ouvriers sont à la fois braves et modestes, intrépides et modérés,

comme ils comprennent les nécessités de l'époque où nous vivons et des bonnes relations entre les travailleurs de tous les pays. »

Les ouvriers se retirèrent aux cris répétés de *Vive la République!*

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

Le Gouvernement provisoire de la République, Voulant remettre le plus tôt possible aux mains d'un Gouvernement définitif les pouvoirs qu'il exerce dans l'intérêt et par le commandement du peuple, Décrète :

Art. 1^{er}. Les assemblées électorales de canton sont convoquées au 9 avril prochain pour élire les représentants du peuple à l'Assemblée nationale qui doit décréter la constitution.

Art. 2. L'élection aura pour base la population.

Art. 3. Le nombre total des représentants du peuple sera de neuf cents, y compris l'Algérie et les colonies françaises.

Art. 4. Ils seront répartis entre les départements dans la proportion indiquée au tableau ci-joint.

Art. 5. Le suffrage sera direct et universel.

Art. 6. Sont électeurs tous les Français âgés de vingt et un ans, résidant dans la commune depuis six mois, et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

Art. 7. Sont éligibles tous les Français âgés de vingt-cinq ans, et non privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

Art. 8. Le scrutin sera secret.

Art. 9. Tous les électeurs voteront au chef-lieu de leur canton, par scrutin de liste.

Chaque bulletin contiendra autant de noms qu'il y aura de représentants à élire dans le département.

Le dépouillement des suffrages se fera au chef-lieu de canton, et le recensement au département.

Nul ne pourra être nommé représentant du peuple, s'il ne réunit pas deux mille suffrages.

Art. 10. Chaque représentant du peuple recevra une indemnité de 25 fr. par jour, pendant la durée de la session.

Art. 11. Une instruction du Gouvernement provisoire réglera les détails d'exécution du présent décret.

Art. 12. L'Assemblée nationale constituante s'ouvrira le 20 avril.

Art. 13. Le présent décret sera immédiatement envoyé dans les départements et publié et affiché dans toutes les communes de la République.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 5 mars 1848.

Répartition du nombre de représentants à raison de la population.

(Base de 1 représentant par 40,000 habitants)

1 Ain.....	9
2 Aisne.....	44
3 Allier.....	8
4 Alpes (Basses-).....	4
5 Alpes (Hautes-).....	3
6 Ardèche.....	9
7 Ardennes.....	8
8 Ariège.....	7
9 Aube.....	7
10 Aude.....	7
11 Aveyron.....	40
12 Bouches-du-Rhône.....	40
13 Calvados.....	42
14 Cantal.....	7
15 Charente.....	9
16 Charente-Inférieure.....	42
17 Cher.....	7
18 Corrèze.....	8
19 Corse.....	6
20 Côte-d'Or.....	40
21 Côtes-du-Nord.....	46
22 Creuse.....	7
23 Dordogne.....	43
24 Doubs.....	7
25 Drôme.....	8
26 Eure.....	44
27 Eure-et-Loir.....	7
28 Finistère.....	45
29 Gard.....	40
30 Garonne (Haute-).....	42
31 Gers.....	8
32 Gironde.....	45
33 Hérault.....	40
34 Ille-et-Vilaine.....	44
35 Indre.....	7
36 Indre-et-Loire.....	8
37 Isère.....	45
38 Jura.....	8
39 Landes.....	7
40 Loir-et-Cher.....	6
41 Loire.....	44

42 Loire (Haute-).....	8
43 Loire-Inférieure.....	43
44 Loiret.....	8
45 Lot.....	7
46 Lot-et-Garonne.....	9
47 Lozère.....	4
48 Maine-et-Loire.....	43
49 Manche.....	45
50 Marne.....	9
51 Marne (Haute-).....	7
52 Mayenne.....	9
53 Meurthe.....	44
54 Meuse.....	8
55 Morbihan.....	42
56 Moselle.....	44
57 Nièvre.....	8
58 Nord.....	28
59 Oise.....	40
60 Orne.....	11
61 Pas-de-Calais.....	17
62 Puy-de-Dôme.....	45
63 Pyrénées (Basses-).....	41
64 Pyrénées (Hautes-).....	6
65 Pyrénées-Orientales.....	6
66 Rhin (Bas-).....	45
67 Rhin (Haut-).....	42
68 Rhône.....	44
69 Saône (Haute-).....	9
70 Saône-et-Loire.....	44
71 Sarthe.....	42
72 Seine.....	34
73 Seine-Inférieure.....	49
74 Seine-et-Marne.....	9
75 Seine-et-Oise.....	42
76 Sévres (Deux-).....	8
77 Somme.....	44
78 Tarn.....	9
79 Tarn-et-Garonne.....	6
80 Var.....	9
81 Vendée.....	6
82 Vaucluse.....	9
83 Vienne.....	8
84 Vienne (Haute-).....	8
85 Vosges.....	44
86 Yonne.....	9
	885
Algérie et colonies.....	45

COMMISSION DU GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS.

Citoyens travailleurs!

La commission du Gouvernement, instituée pour préparer la solution des grands problèmes qui vous intéressent, s'étudie à remplir sa mission avec une infatigable ardeur. Mais, quelque légitime que soit votre impatience, la Commission vous conjure de ne pas faire aller vos exigences plus vite que ses recherches.

Toutes les questions qui touchent à l'organisation du travail sont complexes de leur nature. Elles embrassent une foule d'intérêts qui sont opposés l'un à l'autre, sinon en réalité, du moins en apparence. Elles veulent donc être abordées avec calme et approfondies avec maturité.

Trop d'impatience de votre part, trop de précipitation de la nôtre, n'aboutiraient qu'à tout compromettre.

L'Assemblée nationale va être incessamment convoquée. Nous présenterons à ses délibérations les projets de lois que nous élaborons ce moment, avec la ferme volonté d'améliorer moralement et matériellement votre sort, projet de loi d'ailleurs sur lesquels vos délégués vont être appelés à donner leur avis.

Or, cette Assemblée nationale ne sera plus une chambre de privilégiés; elle sera, grâce au suffrage universel, un vivant résumé de la société tout entière.

Donc, ayez bon courage et bon espoir; mais, dans votre intérêt même, ne mettez pas obstacle à l'action de ceux qui sont bien décidés à faire triompher la cause de la justice ou à mourir pour elle.

Hier, le Gouvernement provisoire a reçu l'adhésion du comité de l'association des artistes dramatiques, de la société des auteurs et des compositeurs dramatiques, et du congrès agricole tout entier.

Le Gouvernement a également reçu une députation des élèves des différents lycées, une députation de 3,000 jeunes gens du commerce de nouveautés, une députation de la ville de Nantes, et une députation du comité central des chartistes de Londres, chargée de présenter au Gouvernement une adresse adoptée le 2 mars dans un nombreux meeting tenu à Londres.

Cette adresse renferme l'expression de la haute admiration des patriotes anglais pour le courage et la magnanimité du peuple français. Elle se termine par ces remarquables paroles :

« Si les rois, si des gouvernements oppresseurs, oubliant les leçons du passé, osaient encore se liguer contre la France et déclarer la guerre à vos libertés, soyez assurés, citoyens, que cette fois les peuples ne se rangeraient pas sous les drapeaux de leurs tyrans. Vous êtes l'avant-garde des soldats de la liberté, et nous prêterons jamais à une guerre impie contre leurs frères de France.

Le National publie les deux tableaux suivants, qui témoignent de l'accroissement successif des traitements depuis 1834 et de l'urgente nécessité de réformes à cet égard :

État représentatif des traitements de tout ordre en 1831.

Justice.....	15,553,780 fr.
Affaires étrangères.....	4,871,200
Instruction publique et cultes.....	31,251,665
Intérieur.....	707,000
Commerce et travaux publics.....	42,725,400
Guerre.....	44,989,784
Marine et colonies.....	8,359,308
Finances.....	82,983,072

201,421,209 fr.

État récapitulatif des mêmes traitements en 1848.

Justice.....	22,048,770 fr.
Cultes.....	32,739,830
Affaires étrangères.....	6,048,350
Instruction publique.....	6,306,980
Agricuture.....	2,914,492
Intérieur.....	9,174,878
Travaux publics.....	5,527,930
Guerre.....	65,904,057
Marine et colonies.....	17,395,098
Finances.....	96,750,881

264,807,986 fr.

Ce qui frappe d'abord, dans ces deux tableaux, c'est que de 1831 à 1848, le chiffre des traitements s'est accru d'une somme qui dépasse soixante-trois millions, de sorte qu'il suffirait de prendre aujourd'hui, comme point de départ le budget de 1831, pour réaliser à l'instant même, sans froissement ni secousse, une économie annuelle qui équivaudrait au sixième de l'intérêt de notre dette fondée. Il se peut que, sur quelques points, cette augmentation dans les traitements corresponde à un accroissement du personnel à des virements de comptabilité; mais ce ne peut être là que des exceptions sans importance. Le résultat visible, patent, incontestable, c'est une dépense chaque jour accrue, c'est le système bien arrêté d'épuiser le Trésor au profit des fonctionnaires, et en même temps de faire naître et d'entretenir dans le pays et au sein de toutes les classes ce goût effréné des fonctions publiques qui conduit les individus à la dépravation et les États à l'abîme.

Correspondance particulière de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Bruxelles, 4^{er} mars 1848.

Il paraît, d'après les correspondances particulières et les journaux de Paris, que les plus grandes erreurs sur la situation de la Belgique ont été répandues à Paris; en effet, il n'y en a ici ni révolution, ni émeute, ni mouvement d'aucune sorte. Les premières nouvelles arrivées de Paris ont bien produit une vive agitation, qui a été en augmentant à mesure que le mouvement grandissait et que se succédaient les nouvelles de plus en plus émouvantes; l'interruption des communications, les récits exagérés de quelques voyageurs épouvantés, la réalité elle-même, qui allait au-delà de ce que les imaginations avaient pu créer, tout cela excitait à un haut degré la curiosité, frappait vivement les esprits, et les jetait dans une sorte de stupeur. Mais à mesure que les faits se sont éclaircis, que l'ensemble a pu être appréhéné, l'admiration pour la population parisienne, l'enthousiasme pour cette imposante révolution a été à son comble. Le peuple français s'était relevé avec tant de grandeur du long avilissement dans lequel son gouvernement l'avait tenu, que son éloge sortait de toutes les bouches, et que des vœux unanimes éclataient pour le maintien et la prospérité de sa nouvelle République.

Mais le contre-coup que cet événement aurait pu donner à la Belgique devait être singulièrement amorti par la révolution pacifique qu'elle-même avait faite dans son gouvernement. Après quinze ans d'efforts persévérants, elle était parvenue à imposer à la couronne un ministère libéral; et alors que les ministres français s'opposaient à toute réforme, le gouvernement belge avait présenté aux Chambres un projet d'adjonction des capacités aux listes électorales. C'était peu de chose, mais c'était un signe qu'on entrerait dans la voie des réformes, et que le progrès n'était pas entravé.

Cependant, les événements de Paris devaient produire leur effet: cette quasi-réforme n'était pas suffisante; c'est alors que le roi, jugeant sainement sa position, a convoqué le conseil des ministres, et, dans une allocution digne et parfaitement adaptée à la circonstance, il leur a rappelé qu'il était venu en Belgique, appelé par le vœu du peuple librement exprimé; qu'il croyait avoir été fidèle à la constitution qu'il avait jurée; que pourtant si la Belgique désirait adopter le gouvernement républicain, il n'était pas besoin d'émeute ni de révolution pour atteindre ce but; qu'il respecterait ce vœu, et déposerait sans contrainte sa couronne; que si, au contraire, la forme monarchique devait être conservée, il accepterait toutes les réformes, et autoriserait son ministre à les présenter aussi larges qu'il le jugerait convenable.

A la suite de cette conférence, les ministres ont présenté un projet de loi qui réduit le cens électoral à 42 fr., dernière limite que permet la constitution.

Joignez à cela qu'il n'existe pas en Belgique un cens d'éligibilité, que nous jouissons complètement du droit d'association, qu'il n'y a pas eu un seul procès de presse depuis dix-huit ans, et que le pouvoir royal ne s'est jamais fait sentir; vous vous expliquerez facilement comment il n'y a pas eu de mouvement, et que la vive sympathie pour la révolution française n'a excité ni sentiment d'envie, ni désir d'imitation.

Aujourd'hui des interpellations ont eu lieu à la Chambre sur la conduite que le gouvernement comptait tenir à l'égard de la République française. M. Castiau, qui appartient à l'opinion libérale la plus avancée, avait pris l'initiative de ces interpellations; il n'a pas dissimulé son admiration des événements de Paris, et a précisé parfaitement les devoirs du gouvernement belge, en présence de cette régénération d'un grand peuple. Les ministres, tout en rendant justice à ce beau triomphe, ont exprimé leur ferme volonté de conserver la nationalité belge, et l'espoir que le gouvernement français la respecterait également; ils ont ensuite expliqué que le mouvement des troupes que l'on remarquait avait lieu sur toutes les frontières, et n'était pas fait dans un but d'hostilité contre aucune nation voisine. Il paraît du reste que la Prusse renue; on rassemble les troupes, on approvisionne les places fortes, et de toutes parts se font des préparatifs de guerre: dans quel but, on l'ignore.

FAITS DIVERS.

— Chacun a pu remarquer hier l'absence complète des omnibus dans les rues de Paris. La suspension de ce service important était le résultat d'une coalition des conducteurs et des cochers, qui ont exigé un supplément de salaire. M. Caussidière, délégué de la République au département de la police, a publié ce matin un avis aux conducteurs et cochers, par lequel il fait savoir que la plupart de ces employés ont accepté l'augmentation plurielle par les entrepreneurs, et il invite les autres à reprendre paisiblement leurs travaux d'après les bases de l'augmentation accordée et à s'en rapporter à la sollicitude du gouvernement.

Aujourd'hui, toutes les lignes d'omnibus ont repris leur service accoutumé.

— Nous nous plaisons à signaler le fait suivant qu'on nous prie d'insérer :

« Le citoyen Rousseau, garçon de magasin, demeurant à Montmartre, rue Mirza, a déposé à la mairie du 2^e arrondissement un riche nécessaire en vermeil, trouvé par lui le 24 février aux abords du palais des Tuileries. »

— M. Courtais vient d'adresser aux gardes nationales de la Seine, dont il est commandant supérieur, un ordre du jour pour les complimenter sur leur admirable tenue dans la journée de samedi.

Cet ordre du jour se termine ainsi :

« Quel beau spectacle que celui de tout un peuple se gardant lui-même, n'ayant qu'un seul cri, qu'une seule pensée, qu'un seul but : le salut de la République française. Les représentants des nations qui gémissent encore sous le régime des royautés tyranniques pourront aller dire à leurs maîtres ce que c'est qu'une révolution faite pour le peuple et par le peuple.

« Quant à moi, citoyens, je suis plus fier que jamais d'être à votre tête. Entre nous, il y a désormais un pacte de fraternité solennellement scellé sur la tombe de nos frères, devant les faisceaux invincibles de la République. Il ne sera jamais rompu. »

— M. Helie, délégué pour le maintien de l'ordre et de la libre circulation sur le chemin de fer du Nord, est parvenu à rétablir le service sur tous les points du parcours.

Parmi les gares détruites, se trouve malheureusement celles de Saint-Denis, de Pontoise et de l'ile-Adam. La garde nationale de cette commune s'est emparée de la plupart des incendiaires.

— On lit dans l'Univers :

« Hier, vendredi, à 6 heures du soir, au moment où M. l'archevêque de Paris rentrait hier, il a trouvé la porte de son hôtel entourée d'un assez grand nombre de gardes nationaux. Il s'est avancé vers eux, leur disant : Messieurs, que demandez-vous ? et quel service puis-je vous rendre ? L'un d'entre eux est sorti des rangs, portant un grand drapeau tricolore, et a répondu : Monseigneur, voici le premier drapeau donné à la garde nationale mobile de Paris, nous venons vous prier de le béni. — De tout mon cœur, mes bons amis; je bénis votre drapeau, et je vous bénis tous. Ils se sont retirés charmés des paroles paternelles de M. l'archevêque. »

— On parle de la suppression de tous les costumes, à l'exception de l'uniforme militaire et de celui des écoles. Tous les fonctionnaires, les magistrats, les membres de l'Institut, etc., porteraient, comme les membres de l'Assemblée nationale, l'habit noir avec ceinture ou brassard tricolore.

L'uniforme de l'armée serait ramené à la plus sévère simplicité, il n'y aurait plus que deux uniformes pour la cavalerie, qui se diviserait exclusivement en cavalerie légère et grosse cavalerie.

L'uniforme de la garde nationale subirait plusieurs modifications, notamment la suppression des bufflottes et des bonnets à poil.

— M. Alexandre Rey a reçu de M. le ministre de

l'intérieur la mission spéciale d'aller rétablir l'ordre momentanément troublé à Anzin.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars, M. Rorély, ancien procureur général, est nommé président honoraire de la cour d'appel d'Aix.

— Les populations chrétiennes des environs de Bâle, Mülhausen et Altkirch, continuent d'insulter les juifs et de leur faire subir des vexations. Les juifs des campagnes rentrent en masse à Bâle.

— La tranquillité la plus grande règne sur les routes de Sedan, Limoges, Marseille, Nantes, Bordeaux, Rennes, Cherbourg, Lyon, Strasbourg et Clermont.

— Les frères de la doctrine chrétienne de Toulouse, effrayés par les démonstrations hostiles du peuple, ont quitté la ville le 26 février, à cinq heures du soir.

— Ce matin, le bateau à vapeur *Louis-Philippe*, qui a pris le nom de *Sésostrie*, est entré dans le port, ayant à bord deux cent trente-huit ouvriers irlandais, qui viennent prendre passage au Havre pour retourner dans leur pays. Ces hommes étaient employés dans la grande filature rouennaise la *Foudre*. A la suite des événements qui s'y sont passés, ils ont été congédiés et se sont présentés à Pont-Audemer, où ils espéraient trouver un asile dans un établissement industriel qui occupe quelques-uns de leurs compatriotes. Les autorités locales leur ont fait comprendre qu'elles ne pourraient trouver de l'emploi pour un aussi grand nombre de travailleurs étrangers, et ils se sont dirigés sur notre port pour obtenir de leur consul les moyens de rapatriement.

(Journal du Havre.)

— Six des incendiaires du pont du Manoir ont été arrêtés et conduits à la prison d'Evreux. Parmi eux se trouvent le mécanicien et deux employés du remorqueur *l'Amiral-Duperré*.

On a lieu d'espérer que la Cour d'appel de Rouen évoquera l'affaire.

— M. de Castellane, lieutenant-général commandant la 4^e division militaire, vient d'être révoqué de ses fonctions et mis en disponibilité.

Le général Ordener est nommé pour le remplacer.

— La comtesse de Landsfeld (Lola Montès) est arrivée à Zurich. Elle a visité l'institut des sourds et muets et lui a fait don de 400 florins. Le peuple a espéré vainement que la célèbre favorite se montrerait le soir au théâtre, et les curieux sont sortis sans l'avoir aperçue.

— Une délégation de marchands de gros, fabricants et industriels de Paris, a soumis aux ministres des finances et du commerce un plan financier ayant pour objet la création d'un comptoir d'escompte des valeurs sur Paris et la province, dont le capital serait formé au moyen d'une souscription individuelle du commerce de Paris, et complétée dans une large proportion par un apport du trésor public et de la ville de Paris.

Ce projet a trouvé un accueil bienveillant, et cependant son ajournement paraissait probable, quand la délégation vint avec bonheur, quelques instants plus tard, sa pensée comprise et adoptée en principe par le Gouvernement provisoire et les ministres compétents.

Il reste aujourd'hui au commerce et à l'industrie de Paris à s'entendre sur l'étendue des avances que dans leur amour pour le bien public ils veulent faire, et à indiquer au Gouvernement provisoire la mesure de l'appui qu'ils attendent de lui.

A cet effet, une réunion de commerçants, fabricants et industriels a été décidée pour lundi 6 mars, à quatre heures précises, rue du Gros-Cbenet, 4.

Les personnes intéressées sont invitées à s'y rendre.

— Le char portant l'emblème de la République, qui a figuré avant-hier dans le cortège, a été conduit sur la place de l'Hôtel-de-Ville, où il restera exposé aux regards du peuple.

— Le Gouvernement provisoire a reçu une députation des imprimeurs sur étoffe.

— Le Gouvernement provisoire a mis un vapeur de l'Etat à la disposition du duc d'Aumale et du prince de Joinville, qui sont maintenant en Algérie, pour les conduire en Angleterre ou en Italie. Si Louis-Philippe eût demandé un vaisseau pour partir de France, nous ne pensons pas qu'on le lui eût refusé. Le peuple français tout entier pense que la déchéance et l'exil éternel sont la punition la mieux appropriée aux crimes des rois.

(Siècle.)

— La malveillance s'était plu à répandre le bruit que les citoyens qui veillent à la conservation du château des Tuileries vivaient somptueusement dans ce palais qu'ils ont préservé de la dévastation. Ces braves patriotes ont dignement répondu en refusant les rations de vin qu'on leur offrait. « Donnez-les, ont-ils dit, aux malades et aux pauvres; ils en ont plus besoin que nous. »

— On écrit de Bruxelles :

« Les princes et les princesses arrivées totaleme-
ment réfugiées en Angleterre y sont arrivées totalement
privées d'habilllements. Nous avons vu partir ces jours-
ci différents courriers pour l'Angleterre; ils transportaient
des caisses envoyées par la reine des Belges aux
personnes de sa famille, et qui contenaient du linge
et des vêtements. »

LE DERNIER CHAPITRE DU ROMAN.

C'en est fait, le dernier de nos rois a quitté la terre de France; Louis-Philippe est enfin débarqué en Angleterre.

Depuis huit jours, il errait seul et triste sur la côte de Trouville, proscrit et malheureux comme le roi Léar, sans avoir même un fou pour l'égayer par ses calembours. Quoi! lorsque tous les sages l'avaient abandonné, il ne lui restait pas même un fou! Vatout, où étais-tu?

Une barque de pêcheur l'a recueilli et transporté à Brighton, sans que le patron même sût qu'il portait à son bord la branchette cadette et sa fortune. Il ne voyait qu'un vicillard vêtu d'une blouse, avec une barbe de huit jours. Qui aurait pu reconnaître un roi de France sous ce déguisement?

Charles X avait les yeux pleins de larmes en touchant le sol de la Grande-Bretagne; Louis-Philippe en abordant en Angleterre, s'est écrié : « Grâce à Dieu! me voici enfin sur la terre anglaise! » Ce mot résume admirablement le système politique suivi depuis 1830. Comme il aimait la France, ce roi exilé!

Retrouvons la blouse qui le couvrait, Louis-Philippe a retrouvé les souvenirs de son ancien état de roi; je parle du roi des barricades, du roi des premiers jours, de celui qui chantait la *Marseillaise* au balcon des Tuileries et qui trinquait avec les ouvriers dans la rue. La foule étant accourue sur le port, au dire des feuilles anglaises, l'ex-roi s'est mêlé aux groupes et a donné des poignées de main aux personnes les plus rapprochées de lui. C'était la parodie des poignées de main du commencement du règne. On dit même que Louis-Philippe, dans un moment de trouble, aurait commencé son éternelle phrase : « C'est toujours avec un nouveau plaisir... » La parodie était complète. La royauté avait enfin trouvé son Aristophane.

La veille du jour où il perdit son trône, il disait à ses ministres assis à table auprès de lui : Voilà un plat que je n'aime pas, je ne veux plus le voir repaître. *Cette réforme-là, nous la ferons.* Et les ministres d'applaudir. Le lendemain, il y avait bien d'autres réformes faites; il y avait des ministres en fuite et un roi exilé. La réforme est faite, et ce plat ne repaîtra plus sur sa table.

Cependant le sang coulait dans les rues, mais ces gens de tant d'esprit où donc avaient-ils le cœur? (Charivari.)

DERNIÈRES NOUVELLES.

ÉTRANGER.

Aujourd'hui lundi, pas de nouvelles d'Angleterre (on sait que les journaux anglais ne paraissent pas le dimanche).

ALLEMAGNE.

On lit dans le *Journal de Francfort* du 4 mars.

Article officiel. — « La Diète ayant demandé l'avis de tous les gouvernements sur le rapport détaillé qui lui a été soumis le 9 septembre dernier par la commission pour les affaires de la presse, à l'effet d'adopter une législation fédérale sur la presse la plus uniforme possible, vient de décider, sur la proposition ultérieure de ladite commission : 1^o chaque État de la confédération germanique a la faculté d'abolir la censure et d'accorder la liberté de la presse; 2^o toutefois cela ne pourra avoir lieu que sous les garanties qui protègent, autant que possible, les autres États fédéraux et toute la confédération contre l'abus de la liberté de la presse. »

PRUSSE.

Berlin, 29 février. — Par suite de l'arrivée d'une dépêche russe, le traité d'alliance entre l'Autriche, la Russie et la Prusse pour appuyer en commun l'Autriche en Italie, a été ratifié. Trois corps d'armée ont reçu l'ordre de se mobiliser; le 4^e se rendra de la Saxe et de la Thuringe en Westphalie, le 7^e descendra de la Westphalie jusqu'à Cologne; le 8^e se rend à la frontière de France; le 3^e corps d'armée dans la Marche remplace le 4^e en Saxe.

(Journal allemand de Francfort, 3 mars.)

— On doute fort ici que les souverains de l'Europe interviennent, comme en 1792, dans les affaires intérieures de la France. Toutefois ils prendront des mesures pour se mettre à l'abri de toute agression de la nation française. Hier, M. le marquis de Dalmatie, ambassadeur de France, était sur le point de partir, mais il a résolu d'attendre la suite des événements de France. (Gaz. des Postes de Francfort, 4 mars.)

PRUSSE-MÉRIDIONALE.

Coblentz, 2 mars. — Hier soir, les autorités ont reçu la nouvelle que Mme la duchesse d'Orléans venait d'arriver avec ses deux fils, le comte de Paris et le duc de Chartres; ils étaient descendus à l'hôtel du Géant. Après quelques instants de repos, la duchesse est partie pour Ems. Parmi les personnes de sa suite, se trouvent le précepteur des deux princes et un général français.

GRAND-DUCHÉ DE BADE.

Manheim, 1^{er} mars. — La nouvelle des concessions faites par notre Gouvernement a produit ici le senti-

